

Peu probable que la Russie soit interdite de JO

► Le scandale du dopage organisé d'athlètes russes à Sotchi en 2014 pose la question de la participation de la Russie aux Jeux de Rio.
► Le CIO renvoie la balle à l'Agence mondiale antidopage.

Au lendemain des révélations du D^r Rodchenkov sur un système de manipulation d'échantillons d'urine orchestré par les services secrets russes aux Jeux de Sotchi, la question de la participation de la Russie aux JO de Rio (5-21 août) peut être posée. Il est toutefois peu probable que les athlètes russes soient interdits de Jeux. Le CIO a en effet demandé

vendredi à l'Agence mondiale antidopage (AMA) de diligenter « immédiatement » une enquête pour faire toute la clarté sur cette affaire. « En fonction des résultats, le CIO n'hésitera pas à agir conformément à sa politique habituelle de tolérance zéro en matière de dopage afin de protéger les athlètes intègres », précise un communiqué du Comité olympique. Ce dernier se garde bien de citer la Russie d'une manière ou d'une autre.

Pour Pierre-Olivier Beckers, président du Comité interfédéral olympique belge (COIB), l'exclusion de la délégation russe semble peu probable. « La gravité des accusations montre qu'il y a un problème de fond et ne faut pas confirmer les soupçons que beaucoup ont sur la pratique d'un dopage organisé en Russie. S'il y a des problèmes structurels avec les athlètes russes, il fallait être naïf pour penser que d'autres disciplines n'étaient pas

touchées, explique Pierre-Olivier Beckers. Mais c'est compliqué car le temps presse et on ne peut pas exclure des athlètes sans preuve. C'est ce que disait encore récemment Thomas Bach, le président du CIO : on peut punir mais individuellement, pas en groupe. »

Les Kényans en attente pour Rio

De leur côté, les athlètes kényans pouvaient aussi craindre d'être privés de Jeux suite à un problème de non-conformité de leur pays avec le code antidopage de l'AMA. Vendredi, la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a toutefois déclaré qu'ils étaient autorisés à participer à des meetings d'athlétisme. Pour les Jeux, l'IAAF souligne que la décision finale revient au CIO. Le cas des athlètes kényans diffère donc de celui des Russes, interdits de compétition à l'international car leur fédération est suspendue par l'IAAF depuis fin 2015. ■

PHILIPPE DE BOECK

à Moscou Le Kremlin dénonce des « calomnies »

Les Jeux d'hiver de Sotchi avaient été voulus grandioses par le président russe Vladimir Poutine. Et ils l'avaient été, symboles d'une fierté et d'une puissance retrouvées pour le pays. Mais les accusations de dopage ne cessent de ternir cette belle vitrine.

Un affront que les Russes ne peuvent pas accepter. Après les révélations du *New York Times*, ils ont décidé de passer à la contre-offensive et d'attaquer leurs détracteurs.

Pour eux, ces nouvelles accusations lancées par M. Rodchenkov, le Russe à la base des révélations, ont des relents de guerre froide. « Cela ressemble tout simplement aux calomnies d'un transfuge », a réagi le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, utilisant un mot remontant à l'époque où espions et respon-

sables soviétiques passaient à l'Ouest.

« C'est une guerre de l'information. (...) C'est offensant, les Jeux olympiques étaient à la hauteur, tout le monde était heureux, il y avait une montée du patriotisme », a réagi le double champion olympique de bobsleigh, Alexey Voevoda, cité par l'agence Tass.

« C'est une calomnie absolue contre les athlètes de l'équipe russe et contre moi en particulier », a pour sa part affirmé au journal *Sport Express* Alexander Zubkov, lui aussi double champion olympique de bobsleigh et directement visé par Grigori Rodchenkov.

« Il n'y a rien d'honnête dans cet article, ce ne sont que des rumeurs », a déclaré Willi Schneider, l'entraîneur allemand de la sélection russe de skeleton, à

Tass. « Où est Rodchenkov en ce moment : Miami, Los Angeles ? C'est très facile de dire n'importe quoi quand vous êtes loin », a réagi auprès de *Sport Express* un autre accusé, le champion olympique de ski de fond Alexander Legkov.

« Il n'y a rien d'honnête dans cet article, ce ne sont que des rumeurs »

L'ENTRAÎNEUR DE LA SÉLECTION DE SKELETON

Avant même l'annonce des pratiques de manipulation des échantillons d'urine, le ministre russe des Sports avait préparé sa défense. « A la maison (NDLR : en Russie), nous ne voulions pas de fausses victoires », a affirmé Vitali Moutko, dans un entretien enregistré le 28 avril avec la chaîne de télévision allemande ARD, à l'origine de plusieurs ré-

vélations sur le dopage en Russie. Entretien qui a été ce diffusé vendredi soir.

« Cacher des échantillons sanguins est tout simplement impossible », a-t-il aussi insisté. Une affirmation visiblement contredite par M. Rodchenkov jeudi, en décrivant la façon dont les services secrets russes subtilisaient les échantillons sales pour les remplacer par des échantillons propres.

L'AMA avait déjà évoqué ces soupçons sur les JO d'hiver 2014, dans son rapport de novembre, en pointant du doigt l'omniprésence des agents du FSB dans le laboratoire antidopage de Sotchi. Mais le Comité international olympique (CIO) avait alors estimé n'avoir « aucune raison de mettre en doute la crédibilité des contrôles réalisés ». (afp) ■

l'expert « Ce serait un sale coup pour Poutine »

ENTRETIEN

Tanguy de Wilde est professeur de géopolitique et de relations internationales à l'UCL.

Des risques de boycott de la Russie suite après les révélations ? Cela pourrait-il entraîner des conséquences qui n'ont plus rien à voir avec le sport ?

Peut-être, mais si décision il y a d'instances comme l'IAAF ou le CIO, ce sera purement sportif. Même chose pour le Kenya. Cette nouvelle polémique ne nous rapproche pas de situations de boycott des Jeux olympiques comme on en a connu dans les années 1980. Ces boycotts étaient politiques, pour exercer des pressions sur le CIO. Si exclusion il y a de la Russie et/ou du Kenya, ce serait une décision prise uniquement par des instances sportives pour des raisons sportives. Ce qui est différent de situations que nous avons connues antérieurement. On n'est plus dans une situation où on peut supposer que l'exclusion de la Russie et/ou du Kenya entraînerait le boycott d'autres.

C'est-à-dire ?
Quand toute

une série de pays africains ont boycotté les JO de Montréal de 1976, ils l'ont fait parce que la Nouvelle-Zélande avait rencontré l'Afrique du Sud (et donc le régime de l'apartheid) dans un match de rugby, qui n'était alors même pas un sport olympique. Quand l'Union soviétique a boycotté les JO de Los Angeles de 1984, elle a entraîné ses Etats satellites de l'époque dans le mouvement, à l'exception de la Roumanie. A l'inverse, lors de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, plusieurs pays comme les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne et le Japon ont appelé au boycott ou à la non-participation en tant qu'Etat des JO de Moscou de 1980. Et nos pays se sont présentés sous la bannière de leur comité olympique et non pas d'Etat. On n'est pas dans la même situation aujourd'hui parce que je ne vois pas les risques d'entraînement par solidarité à l'égard du Kenya ou de la Russie ; si ce n'est, peut-être, l'un ou l'autre Etat.

Dans ce cas-ci, on parle quand même de l'implication des services secrets...

D'accord, mais je ne vois pas de risques d'entraînement au niveau d'un boycott éventuel... Avec Sotchi, les autres

« Le terme "guerre froide" semble exagéré. » © DR

Etats auront beau jeu de dire que la décision d'exclusion - si elle se précise - est le fait d'une instance sportive comme la Fédération internationale d'athlétisme ou du Comité international olympique. Ce dernier se targuant d'ailleurs d'être à côté des Etats. Le CIO est tout-puissant en la matière, il peut inviter la Palestine ou Taïwan, par exemple. Ou des athlètes réfugiés à titre individuel. Il y a une logique sportive qui n'est pas celle de l'ONU. Par contre, qu'il y ait une implication étatique, voire des services secrets, dans le scandale du dopage en Russie, cela devra d'abord être démontré.

Des relents de Guerre froide ? Le médecin russe à la base des révélations s'est réfugié aux USA...

Quand Snowden s'est réfugié en Russie, on n'a pas parlé de « Guerre froide »... Cela prouve juste que la Russie et les Etats-Unis sont des grandes puissances. Ce terme de « Guerre froide » me semble exagéré malgré les différents qu'il peut y avoir au niveau de l'Ukraine ou de la Syrie. Il faut se rendre compte que les montants d'échanges économiques et de coopération sont bien plus importants que du temps de la « Guerre froide ». Que ce soit en termes d'hydrocarbures importés du côté européen ou de produits manufacturés vendus à la Russie, malgré les quelques sanctions prises des deux côtés suite à l'annexion

de la Crimée par la Russie, les échanges économiques restent très importants. La « Guerre froide », c'était aussi une situation de peur et de tensions militaires avec la peur du déclenchement d'une guerre par erreur. Il y a des tensions, mais les Russes se limitent à voler dans l'espace international ou les eaux internationales pour leurs manœuvres. Ils se gardent bien de mettre un pied ou une aile dans l'espace territorial de l'Otan.

Et si la Russie est exclue, un sale coup pour Poutine ?

Bien sûr, ce sera une perte de prestige. La Russie organise la Coupe du monde de football en 2018 et a organisé les Jeux d'hiver de Sotchi en 2014. L'organisation de tels événements internationaux sur son territoire est le signe de sa puissance. La seule chose qu'il faudra voir, c'est le nombre de sports qui seront concernés. Ce ne sera peut-être pas une exclusion totale. Le CIO peut très bien se limiter au ski et autres disciplines hivernales pour les prochains Jeux d'hiver. Il y a des instances très élaborées au CIO pour décider de cela. Et on n'en est pas là aujourd'hui, la procédure prend aussi un certain temps. Ce sera peut-être un peu tôt pour les JO qui se déroulent en août. La géopolitique du sport, ça existe. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

le contrôleur « Sur le moment, je n'ai rien remarqué »

ENTRETIEN

Directeur du laboratoire antidopage de Gand, le Pr Peter Van Eenoo était l'un des experts indépendants présents pendant toute la durée des Jeux de Sochi dans le laboratoire dirigé par Gregory Rodchenkov. Son témoignage vaut le détour.

Quel était votre rôle dans le labo de Sochi durant les derniers Jeux d'hiver ?

Avec quinze autres de mes confrères, je devais vérifier la qualité des analyses, si les méthodes, les appareils de contrôle étaient en ordre et du dernier cri, scruter les concentrations d'urine utilisées pour les analyses, en bref « monitorer » le niveau général du laboratoire pour voir s'il correspondait bien aux prescrits et aux exigences de l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Avez-vous remarqué quelque chose d'anormal dans le laboratoire de Sochi durant les Jeux ?

Sur le moment même, absolument pas, sans quoi je l'aurais signalé à l'AMA. Mais, à la lumière de ce que l'on vient d'apprendre, je me pose des questions. Ainsi, normalement, durant les Jeux, un labo travaille toujours avec trois équipes qui se relayent toutes les 8 heures pour qu'il soit opérationnel 24 heures sur 24 ; ici, comme il y avait moins d'échan-

tillons à analyser que durant des Jeux d'été - 2.500 au lieu de 5.000 en quinze jours - et que le labo avait reçu du matériel et du personnel supplémentaires pour les Jeux, on nous a dit que deux équipes suffiraient et qu'on travaillerait de 6 à 22 ou 23 h. Pour

moi, c'était une bonne solution parce que personne n'aime travailler la nuit, surtout quand ce n'est pas nécessaire ; aujourd'hui, je me demande si ce règlement ne faisait pas partie du plan pour avoir les mains libres pendant quelques heures durant la nuit...

On a parlé d'un trou dans un mur pour y passer les échantillons à manipuler...

Je n'ai jamais rien remarqué d'autant que, d'après ce que j'ai compris, il se trouvait derrière une prise électrique ! Mais c'est la seule partie de l'histoire que j'ai du mal à croire ; si vous êtes seul le soir, pourquoi ne pas simplement sortir du labo par la porte avec les échantillons sous le bras ?

Rodchenkov a expliqué que les services secrets russes avaient trouvé un moyen de « décapsuler » les échantillons sans laisser de traces...

C'est ce qui m'inquiète le plus : la lutte antidopage commence et s'arrête avec l'étanchéité des fla-

cons et l'inviolabilité des scellés de leurs couvercles. Je me dis peut-être, avec l'implication possible des autorités, que celles-ci ont trouvé un fabricant qui était prêt à reproduire ces couvercles et qu'il a suffi d'en mettre de nouveaux après les avoir ouverts.

Comment décrivez-vous le Dr Rodchenkov ?

C'est un homme très intelligent, un très bon analyste, qui a aussi fait avancer certaines méthodes de détection. C'est aussi un homme qui aime raconter des histoires, mais dans le cas présent, je

ne vois pas quel avantage il aurait eu à mentir. En faisant ces aveux, il s'est surtout mis au ban de notre groupe (de contrôleurs) et fait en sorte de ne plus jamais pouvoir retourner chez lui. Il a plus perdu que gagné.

Quelle crédibilité la lutte antidopage a-t-elle encore quand on en arrive à de tels scénarios ?

Cela nuit fortement à son image, c'est un fait, mais on ne peut pas tout remettre en cause à la lumière d'un seul incident lors d'une seule compétition. Ce qui est regrettable, ici, c'est que cela va remettre en question les performances de ceux qui ont été déclarés négatifs durant ces Jeux. Est-ce que tous les médaillés méritaient leur place ? C'est une question qu'il faut, hélas, se poser... ■

Propos recueillis par
PHILIPPE VANDE WEYER